

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

Avis 32.727/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 32.727/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 18 décembre 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "portant création d'un Organe Central pour la Saisie et la Confiscation", a donné le 18 mars 2002 l'avis suivant :

De RAADVAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 18 december 2001 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende oprichting van een Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring", heeft op 18 maart 2002 het volgende advies gegeven :

Observation préliminaire quant aux formalités préalables

Certaines dispositions du projet concernent le personnel qui sera recruté ou mis à la disposition de l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation. Ainsi, selon l'article 6, 2°, du projet, le personnel se compose notamment d'"universitaires ou de personnel assimilé, dont des juristes, de non-universitaires spécialisés et de personnel d'appui administratif", leur nombre et leur statut étant fixés par le Roi. En vertu de l'article 7 du projet, l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation comprendra également un ou plusieurs agents du ministère des Finances ou un ou plusieurs fonctionnaires de police de la police fédérale qui seront mis à sa disposition. Le Roi sera compétent pour fixer leur nombre, les modalités de leur mise à disposition ainsi que le montant de l'allocation à laquelle ils auront droit.

Selon l'article 8 du projet, certains membres de ce personnel pourront être désignés en qualité de conseiller-attaché par le Ministre de la Justice et pourront bénéficier d'une allocation.

Quant à l'article 12 du projet, il rend applicable aux membres du personnel de l'Organe central, la réglementation fédérale relative aux frais de transport et de séjour.

Enfin, les articles 19 et 20 du projet modifient respectivement les articles 330 et 330bis du Code judiciaire afin d'autoriser notamment des rédacteurs et des employés des cours et tribunaux mais aussi des parquets d'être délégués à d'autres fonctions auprès de l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation.

Toutes les dispositions précitées sont de nature à influencer le statut administratif et pécuniaire du personnel concerné, que celui-ci soit originaire du ministère des Finances, de la police fédérale ou des services judiciaires.

A l'exception des membres du personnel de la police fédérale qui sont soumis à la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police, toutes les catégories de membres du personnel relèvent de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

L'article 2, § 1^{er}, de cette loi prescrit que les autorités administratives compétentes ne peuvent, sans une négociation préalable avec les organisations syndicales représentatives, prendre les réglementations de base ayant trait au statut administratif et pécuniaire. Or, la plupart des dispositions précitées du projet touchent à ces réglementations de base telles qu'elles ont été déterminées par l'arrêté royal du 29 août 1985. Par exemple, le déplacement d'un agent vers un service autre que celui auquel il appartient est un élément de la réglementation de base touchant au statut administratif ⁽¹⁾. De même, l'octroi d'allocations est un élément de la réglementation de base touchant au statut pécuniaire.

Le même raisonnement vaut pour les membres de la police fédérale. En effet, l'article 2, 9°, de l'arrêté royal du 8 février 2001 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 24 mars 1999, précitée, qualifie également de réglementation de base

"le régime de transfert, de mobilité ou toute autre forme de réaffectation ou de mise en service des membres du personnel dans d'autres services publics que ceux auxquels ils appartiennent ainsi que le régime applicable aux membres du personnel chargés d'une mission."

Il en va encore ainsi pour l'octroi d'allocations au personnel, dès lors qu'on spécifie les bénéficiaires de ces allocations (article 3, 2°, de l'arrêté royal du 8 février 2001, précité).

En conséquence, les articles 5, alinéa 3, 2°, 6, 2° et 3°, 7, 8, 12, 19 et 20 du projet doivent faire l'objet d'une négociation syndicale, telle qu'elle est imposée par la loi du 19 décembre 1974, précitée, ou la loi du 24 mars 1999, précitée.

Il ressort des explications du délégué du ministre que cette négociation syndicale n'est pas encore intervenue.

⁽¹⁾ Voir en ce sens l'article 3, 9°, de l'arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1°, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

En conséquence, le Conseil d'Etat limite son examen aux dispositions du projet n'étant pas soumises à la formalité préalable de la négociation syndicale.

Observations générales

1. Articulation du projet avec l'ordonnancement juridique existant et d'autres projets

1.1. L'exposé des motifs du projet de loi ⁽²⁾ souligne que ce projet est étroitement lié à un autre projet de loi que la section de législation a été amenée à examiner ⁽³⁾ et qui a été déposé récemment à la Chambre des représentants sous l'intitulé "projet de loi portant extension des possibilités de saisie et de confiscation en matière pénale" (ci-après dénommé "premier projet").

Or, la loi en projet ne fait pas clairement apparaître le rôle qu'assumera l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation dans le cadre des nouvelles dispositions en matière de saisies et de confiscations qui résultent du premier projet, déjà soumis à l'approbation du Parlement.

1.2. L'article 3 du projet à l'examen décrit en des termes tellement généraux les missions de l'Organe central qu'il n'est guère aisé de déterminer les pouvoirs, d'une part, des magistrats du ministère public et, d'autre part, de cet Organe.

⁽²⁾ On lit à la page 3 : "Le présent projet de loi a pour objectif d'offrir un encadrement pratique au sein du ministère public en vue d'exécuter cette nouvelle législation qui se prépare".

⁽³⁾ Avis 31.367/2, donné le 11 juin 2001 sur un avant-projet de loi "portant extension de la saisie et concernant l'introduction d'une enquête particulière sur les avantages patrimoniaux et la répartition de la charge de la preuve relative à l'origine de choses supposées être le produit de la criminalité grave ou de la criminalité organisée", publié in Doc. parl., Chambre., sess. 2001-2002, 22 janvier 2002, n° 1601/1.

Aux termes des articles 35 et 35bis du Code d'instruction criminelle, le procureur du Roi est autorisé à se saisir

"... de tout ce qui paraîtra constituer une des choses visées à l'article 42 du Code pénal et de tout ce qui pourra servir à la manifestation de la vérité",

la saisie pouvant porter sur des biens meubles ou immeubles.

Par ailleurs, en vertu des articles 524bis et 524ter, en projet, qui sont insérés dans le Code d'instruction criminelle par le premier projet, le ministère public peut requérir auprès du juge qu'une enquête particulière sur les avantages patrimoniaux visés aux articles 42, 3°, 43bis et 43quater, du Code pénal soit mise en oeuvre lorsqu'un prévenu est déclaré coupable du fait qui lui est imputé.

L'article 524bis, §§ 2 et 4, en projet, du Code d'instruction criminelle (premier projet) dispose :

"... l'enquête particulière sur les avantages patrimoniaux est menée sous la direction et la surveillance du procureur du Roi compétent qui en assume la responsabilité. Il veille à la légalité des moyens de preuve ainsi qu'à la loyauté avec laquelle ils sont rassemblés"

et

"... les actes accomplis dans le cadre de l'enquête particulière sur les avantages patrimoniaux ne peuvent contenir aucune mesure de contrainte ni aucune violation des droits et libertés individuels. Ces actes peuvent toutefois contenir la saisie des choses mentionnées aux articles 35 et 35ter. En cas de saisie d'un bien immeuble, il est procédé conformément aux formalités de l'article 35bis.

En cas de saisie conformément à l'alinéa 1^{er}, l'article 28sexies est d'application."

L'ensemble de ces dispositions fait clairement apparaître que le procureur du Roi assume la responsabilité des saisies, que ce soit dans le cadre d'une information ⁽⁴⁾ ou dans le cadre d'une enquête particulière sur les avantages patrimoniaux.

⁽⁴⁾ Selon l'article 28bis, § 1^{er}, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle "... l'information est conduite sous la direction et l'autorité du procureur du Roi compétent. Il en assume la responsabilité".

Le régime des saisies décidées par un juge d'instruction répond aux mêmes exigences, l'article 89 du Code d'instruction criminelle opérant ce parallélisme. Le juge d'instruction est également responsable des actes d'instruction qu'il accomplit conformément à l'article 56, § 1^{er}, du Code d'instruction criminelle.

1.3. Dès lors, la question qui se pose est de savoir comment concilier la responsabilité tant du procureur du Roi que du juge d'instruction avec les pouvoirs, tantôt d'assistance, tantôt de gestion, qui sont confiés à l'Organe central.

Selon l'article 3, § 1^{er}, du projet, l'Organe central est chargé notamment,

"Sans préjudice des compétences des autorités judiciaires ...",

"... (de) fournir aux parquets un appui en matière de gestion, rendre des avis et fournir une assistance axés sur les dossiers aux parquets et aux services de police en matière de saisie en vue de la confiscation des avantages patrimoniaux issus d'une infraction et d'établir l'importance de ces avantages patrimoniaux" (3°)

et

"(d')assurer une gestion centralisée des parties du patrimoine frappées d'une saisie conservatoire en matière pénale et signalées par les parquets et les juges d'instruction" (4°).

En outre, lorsque l'Organe central gère des choses saisies, il doit le faire "en bon père de famille" en veillant notamment à ce que cette gestion soit "orientée sur le profit et sur le maintien de la valeur d'actifs patrimoniaux". Il peut, à cette fin,

"... recourir aux services d'organismes financiers agréés en Belgique ou, selon les nécessités, désigner un ou plusieurs mandataires ou administrateurs chargés de gérer les biens saisis" (article 3, § 1^{er}, 4°, du projet).

Mais cet Organe est également autorisé à

"... poser des actes de disposition ou faire poser de tels actes par les organismes, mandataires ou administrateurs qu'il désigne, conformément à la loi",

le Roi étant habilité à déterminer par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, les actes de disposition ainsi visés.

.../...

Enfin, selon les articles 1493bis et 1493ter en projet du Code judiciaire (article 21 du projet), c'est l'Organe central qui doit saisir le juge des saisies pour être autorisé à accomplir des actes de disposition ou pour pouvoir désigner des administrateurs.

Le commentaire de l'article 3 du projet indique à propos de la tâche d'assistance des parquets et des services de police en matière de saisie et de confiscation et d'évaluation de l'importance des avantages patrimoniaux issus du crime :

"Un certain nombre d'enquêtes patrimoniales peuvent être effectuées par ou par l'intermédiaire de l'Organe central." ⁽⁵⁾.

Cette mission est aussi confirmée au 6° en projet, qui confie à l'Organe central la mission qui consiste notamment :

"à exécuter, coordonner et appuyer les instructions sur des avantages patrimoniaux ouvertes à la requête du procureur du Roi, du procureur général ou du procureur fédéral."

Selon le commentaire de cette dernière disposition, "l'Organe central doit s'ériger en expert en matière d'enquêtes patrimoniales ..." ⁽⁶⁾.

Même si l'Organe central est, aux termes de l'article 2 du projet, créé au sein du ministère public, ce n'est cependant pas lui qui est responsable de l'enquête patrimoniale décidée sur la base de l'article 524bis en projet du Code d'instruction criminelle (premier projet), cette disposition indiquant clairement en son paragraphe 2, alinéa 1^{er}, que l'enquête est menée sous la direction et la surveillance du procureur du Roi compétent qui en assume la responsabilité.

1.4. En conclusion, il convient que les auteurs du projet indiquent plus clairement comment le projet s'articule, d'une part, avec l'article 524bis en projet du Code d'instruction criminelle (premier projet) et, d'autre part, avec les dispositions légales actuellement en vigueur, c'est-à-dire, notamment les articles 35, 35bis et 89 du Code d'instruction criminelle.

⁽⁵⁾ Voir en ce sens l'exposé des motifs, p. 9.

⁽⁶⁾ Voir l'exposé des motifs, p. 10.

2. Respect des prérogatives du procureur du Roi et du juge d'instruction en matière de saisies

Dès lors que des actes de saisie interviennent dans le cadre d'une information ou d'une instruction, ils relèvent, comme il a déjà été souligné, de la responsabilité tantôt du procureur du Roi, tantôt du juge d'instruction. Les actes de gestion accomplis par l'Organe central qui interviennent soit dans le cadre d'une instruction, soit dans celui d'une information, doivent, dès lors, être également considérés comme des actes relevant de la responsabilité de ces magistrats.

Selon l'article 3, § 1^{er}, 4°, du projet :

"... la gestion des biens saisis visée plus haut est exécutée en concertation avec le magistrat du ministère public qui dirige l'information ou, après avis de ce magistrat, à la requête du juge d'instruction qui dirige l'instruction."

Lorsque ces actes de gestion peuvent se traduire par des actes de disposition à propos de biens simplement saisis dont la propriété reste acquise au saisi dont la culpabilité n'a pas été nécessairement déjà établie, cette privation d'un bien ne peut se faire que sous la seule responsabilité d'un magistrat.

Il en résulte que l'article 3, § 1^{er}, 4°, du projet doit clairement faire apparaître que seul le procureur du Roi ou le juge d'instruction peut décider de solliciter un acte de disposition relatif à un bien saisi. Une simple concertation est insuffisante.

Comme en ont convenu les représentants du ministre, cette disposition du projet doit être clarifiée afin de laisser au juge d'instruction ou au procureur du Roi la décision de solliciter un acte de disposition au sujet de biens qu'ils ont saisis.

3. Pouvoir de réquisition des services de police par l'Organe central

En tant que partie intégrante du ministère public, l'Organe central peut requérir les services de police "aux mêmes conditions et de la même manière que le ministère public", selon les termes de l'article 4, alinéa 2, du projet.

.../...

A ce propos, il ressort du commentaire de l'article 2 du projet, que le statut similaire à celui des parquets reconnu à l'Organe central

"... implique également que toutes les règles en vigueur pour le ministère public s'appliquent aussi à l'Organe central." ⁽⁷⁾.

Ce commentaire a, en réalité, une portée bien plus large que le contenu de l'article 4, alinéa 2, du projet qui ne concerne que le pouvoir de réquisition des forces de police.

Compte tenu de cette divergence entre le dispositif et le commentaire du projet, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la réelle portée du projet .

Le Conseil d'Etat s'interroge plus particulièrement sur le pouvoir de l'Organe central de requérir les services de police, étant donné qu'il n'est pas responsable d'une information comme le prévoit l'article 28ter du Code d'instruction criminelle, et sur la manière de concilier ce pouvoir de réquisition avec celui tantôt du procureur du Roi, tantôt du juge d'instruction (article 56 du Code d'instruction criminelle).

Le commentaire de l'article 4 du projet ⁽⁸⁾ indique à propos de ce pouvoir de réquisition reconnu à l'Organe central, qu'afin d'éviter que celui-ci

"... ne doive (...) à chaque fois agir via les parquets dès qu'une mission doit être exécutée par la police, par exemple procurer des informations concrètes plus précises en vue d'une enquête patrimoniale, il a été prévu dans le projet que l'Organe central peut faire appel aux services de police aux mêmes conditions et de la même manière que le ministère public."

Un tel pouvoir de réquisition doit être beaucoup mieux circonscrit afin d'éviter que les enquêtes sollicitées par l'Organe central ne soient inconciliables avec les enquêtes menées dans le cadre d'une information ou d'une instruction. A tout le moins, l'Organe central doit informer le juge d'instruction ou le procureur du Roi de ses requêtes auprès des services de police afin d'apprécier si celles-ci sont compatibles avec les devoirs que ces mêmes magistrats ont ordonnés soit dans le cours d'une information, soit dans le cours d'une instruction.

⁽⁷⁾ Voir l'exposé des motifs, p. 7.

⁽⁸⁾ Voir l'exposé des motifs, p. 11.

4. Nature des actes de disposition et habilitation au Roi

En vertu de l'article 3, § 1^{er}, 4°, du projet, il appartient au Roi de déterminer,

"... par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les actes de disposition visés par la présente loi."

Le législateur habilite ainsi le Roi à fixer la nature des actes de disposition qui pourront intervenir au sujet de biens ayant fait l'objet d'une simple saisie conservatoire. Dès lors cependant que ces actes mettent en cause le droit de propriété, il revient au législateur d'en préciser la nature et les conditions dans lesquelles ils pourront intervenir ⁽⁹⁾.

La loi en projet doit être fondamentalement revue sur ce point.

5. Intervention de personnes de droit privé et responsabilité des organes de l'Etat

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la responsabilité du magistrat instructeur ou du magistrat chargé de l'information lorsque la gestion des biens saisis est confiée à des organismes financiers, à des mandataires ou des administrateurs, ou encore lorsque ces personnes sont habilitées à accomplir des actes de disposition. Ces personnes pourront-elles agir sans un droit de regard des magistrats précités ?

Le texte en projet doit être plus précis et déterminer les obligations qui pèsent sur ces personnes de droit privé dans leur rapport avec le pouvoir judiciaire, que ce soit l'Organe central ou les magistrats ayant opéré la saisie des biens.

Ainsi, en cas de gestion fautive dans le chef de ces personnes privées, sera-ce la responsabilité de l'Etat qui interviendra ?

⁽⁹⁾ Ainsi que l'ont expliqué les représentants du ministre, les actes de disposition seront très variés. Il s'agira, par exemple, de vendre des biens périssables mais aussi des titres pour éviter une dévaluation.

Il ressort des explications des représentants du ministre que les fautes commises par ces personnes de droit privé seront directement assumées par l'Etat, quitte à ce que celui-ci se retourne ensuite contre ces personnes de droit privé.

Ces précisions doivent figurer dans le dispositif.

6. Recours contre les actes de gestion et de disposition

Les articles 28sexies et 61quater du Code d'instruction criminelle autorisent les personnes lésées, quant à leurs biens, par un acte d'information ou d'instruction à saisir, tantôt le procureur du Roi, tantôt le juge d'instruction, d'un recours contre de tels actes avec une possibilité d'interjeter appel devant la chambre des mises en accusation.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la mise en oeuvre de ces recours quant aux actes de gestion et de disposition qui seront accomplis soit par l'Organe central, soit par les organismes financiers, soit par les administrateurs ou les mandataires.

Ces actes de gestion pourront-ils être considérés comme des actes d'instruction ou des actes d'information au sens des articles 28sexies et 61quater du Code d'instruction criminelle ?

Quant aux actes de disposition, ils ne pourront être décidés que par le juge des saisies ou, en cas d'urgence, par le président du tribunal de première instance siégeant en référé. Selon l'article 1493ter en projet du Code judiciaire (article 21 du projet), la procédure devant le juge des saisies sera contradictoire, les parties étant convoquées et disposant d'un recours contre l'ordonnance du juge des saisies.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas comment concilier cette procédure devant le juge des saisies avec les dispositions des articles 28sexies et 61quater, précités, spécialement lorsque la saisie elle-même est contestée.

Comme en ont convenu les représentants du ministre, le texte doit être revu.

.../...

7. Droits des tiers à l'égard des biens saisis

Il ressort de l'exposé des motifs ⁽¹⁰⁾ que le but poursuivi est d'assurer une bonne gestion des biens saisis

"... tant à l'égard des justiciables qui subissent le dessaisissement et qui ont droit à une gestion visant à éviter la dépréciation en vue de la restitution du bien ou éventuellement de la libération des dettes de confiscation qu'à l'égard du bon fonctionnement économique des institutions publiques."

Le projet reste cependant silencieux sur les conséquences que ces actes de gestion et de disposition peuvent avoir sur les droits des tiers à l'égard des biens saisis.

Selon l'article 1493ter en projet du Code judiciaire (article 21 du projet), l'Organe central doit, conformément aux articles 1034bis à 1034sexies du Code judiciaire, introduire une requête contradictoire pour être autorisé à accomplir certains actes de gestion et des actes de disposition sur les biens saisis, cette requête devant notamment contenir l'identité du requérant mais aussi, les nom, prénom, domicile et, le cas échéant, la qualité de la personne à convoquer.

Qu'en sera-t-il exactement des parties intervenantes devant le juge des saisies lorsque les biens saisis en matière pénale font l'objet de privilèges ou d'hypothèques ou d'autres droits dans le chef de tiers et que l'intention de l'Organe central est de les réaliser ?

Comme en ont convenu les représentants du ministre, le texte en projet doit être clarifié.

⁽¹⁰⁾ Voir en ce sens l'exposé des motifs, p. 9.

8. Direction de l'Organe central

L'article 2 du projet prévoit la création de l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation "au sein du ministère public". L'article 5 du projet précise que l'Organe central est dirigé par un membre du ministère public à qui est attribué le titre de directeur :

"Le directeur dirige et a autorité sur le personnel de l'Organe central et est responsable de l'exécution des missions de cet organe."

Enfin, l'article 14 du projet dispose :

"Le magistrat d'assistance chargé de la délinquance financière économique et fiscale exerce l'autorité sur l'Organe central au nom du Collège des Procureurs généraux."

Il semble que l'on puisse en déduire que la responsabilité des actes accomplis par l'Organe central reposera sur plusieurs intervenants du ministère public, à savoir le membre du ministère public qui a été désigné comme directeur de l'Organe central et le Collège des procureurs généraux agissant par l'intermédiaire du magistrat d'assistance chargé de la délinquance financière économique et fiscale.

Ces textes appellent cependant certaines clarifications quant aux pouvoirs des uns et des autres sur les décisions de l'Organe central. Plus spécialement, quelle distinction convient-il de faire entre la responsabilité du directeur de l'Organe central et l'exercice de l'autorité du Collège des procureurs généraux sur l'Organe ?

Observations particulières

Examen du projet

Article 2

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité des termes "chargé de la mise en oeuvre pratique de la législation en matière de saisie et de confiscation" dès lors que l'article 3 du projet énumère les différentes missions de l'Organe central. De l'accord des représentants du ministre, ces termes peuvent être omis.

Article 3

Outre les observations générales qui se rapportent déjà à l'article 3 du projet, cette disposition appelle les observations qui suivent.

1. Le paragraphe 1^{er} en projet commence par les termes "Sans préjudice des compétences des autorités judiciaires, ...".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte de ce membre de phrase.

Il ressort des explications des représentants du ministre que cette réserve a été formulée afin de ne pas mettre à mal les compétences d'autres services, comme le service de la politique criminelle.

2. La première mission de l'Organe central est d'"appuyer la politique déterminée par le Ministre de la Justice sur avis du Collège des procureurs généraux, conformément à l'article 143ter, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire", en donnant des avis au Ministre de la Justice ainsi qu'au Collège des procureurs généraux sur la politique à mener en matière de saisie et de confiscation d'avantages patrimoniaux issus d'une infraction.

Le commentaire de cette disposition fait référence à l'arrêté royal du 14 janvier 1994 créant un service de la politique criminelle. En vertu de l'article 3 de cet arrêté, le Conseiller général est notamment chargé de

"... proposer les orientations pour la politique criminelle ainsi que les moyens nécessaires pour son exécution et pour son organisation."

Selon le même commentaire, il convient que l'Organe central et le Service de la politique criminelle se concertent au sujet des avis à donner au Ministre de la Justice, cette concertation étant prévue au paragraphe 2 en projet.

Par contre, le commentaire ne fait pas allusion à l'article 150bis du Code judiciaire qui crée le Conseil des procureurs du Roi et qui est notamment chargé

"... de donner des avis, d'initiative ou à sa demande, au collège des Procureurs généraux sur l'harmonisation et l'application uniforme des dispositions et sur toute question en rapport avec les missions du ministère public."

A l'article 3, § 2, du projet, il y a dès lors lieu de mentionner le Conseil des procureurs du Roi.

3. La deuxième mission de l'Organe central consiste à

"... coordonner, encadrer et assurer le suivi de la politique définie par le Ministre de la Justice en matière de saisie et de confiscation sur avis du Collège des Procureurs généraux, en contrôlant le respect des directives émises conformément à l'article 143ter, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire."

Selon le commentaire de cette disposition ⁽¹¹⁾,

"... cette tâche se manifesterait tant sur le plan du contenu que sur le plan statistique. Sans prendre de dispositions contraignantes vis-à-vis des parquets, on attend de chacun d'eux - en fonction de l'afflux global de dossiers - qu'ils développent un certain potentiel à priver les personnes concernées de leurs bénéfices illicites par des saisies d'avantages patrimoniaux, des enquêtes patrimoniales et enfin des confiscations. Des paramètres seront par conséquent élaborés afin d'évaluer les résultats de chaque parquet."

Ce commentaire reste cependant très vague sur la nature du contrôle de l'Organe central vis-à-vis des magistrats du parquet. Par ailleurs, en vertu de l'article 143ter, alinéa 3, du Code judiciaire, ce sont les procureurs généraux près les cours d'appel qui, au sein de leur ressort, veillent à l'exécution des directives de politique criminelle arrêtées par le Ministre de la Justice sur l'avis du Collège des procureurs généraux.

Le Conseil d'Etat s'interroge, dès lors, sur la manière dont vont se concilier ces deux types de contrôle.

⁽¹¹⁾ Voir en ce sens l'exposé des motifs, p. 8.

Selon les explications des représentants du ministre, la notion de "contrôle" utilisée au 2° du paragraphe 1^{er} de l'article 3 du projet n'est pas appropriée. En réalité, le rôle de l'Organe central est principalement de fournir au Ministre de la Justice ainsi qu'au Collège des procureurs généraux des éléments d'information pertinents pour l'élaboration des directives de politique criminelle.

Le texte en projet doit mieux traduire cette intention.

4. L'une des missions essentielles de l'Organe central consistera à assurer

"... une gestion centralisée des parties du patrimoine frappées d'une saisie conservatoire en matière pénale et signalées par les parquets et les juges d'instruction." (article 3, paragraphe 1^{er}, 4°, du projet).".

La loi en projet n'apporte guère de précision sur les conditions dans lesquelles les choses saisies seront confiées à la gestion de l'Organe central. En vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 260 du 24 mars 1936 sur la détention au greffe et la procédure en restitution des choses saisies en matière répressive, c'est le greffier qui assure la conservation des choses saisies en matière répressive et déposées à son greffe. C'est aussi lui qui restitue les choses saisies après mainlevée de cette saisie par l'autorité judiciaire compétente.

Le texte en projet doit davantage faire apparaître si les biens saisis seront déplacés quand cela est possible vers l'Organe central et suivant quelles modalités. Ce transfert nécessite-t-il une décision préalable du juge d'instruction ou du procureur du Roi ayant ordonné la saisie ainsi qu'un avertissement adressé à la personne poursuivie et aux tiers intéressés ?

Le commentaire de cette disposition fait également ressortir ce qui suit ⁽¹²⁾ :

"Afin d'éviter que l'Organe central doive faire appel à la Caisse des dépôts et consignations, il est précisé explicitement dans le texte de la loi que l'Organe central peut faire appel à des établissements de crédit privés.".

⁽¹²⁾ Voir l'exposé des motifs, p. 9.

La volonté semble être d'écarter le recours à la Caisse des dépôts et consignations qui constitue, en vertu de l'article 4 des lois coordonnées relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des dépôts et consignations, une administration distincte placée sous l'autorité immédiate du Ministre des Finances. Le Conseil d'Etat s'interroge sur la pertinence des raisons pour lesquelles cet organisme pourrait à l'avenir être écarté.

Interrogés à ce propos, les représentants du ministre ont expliqué que la volonté est de rechercher une gestion plus orientée sur le profit avec des taux d'intérêt plus avantageux que ceux qui ont cours à la Caisse des dépôts et consignations. Mais cela n'empêche pas l'Organe central d'avoir encore recours à cette Caisse.

En vue de prévenir d'éventuelles contestations, il serait judicieux de prévoir que le recours à des établissements privés ne peut avoir lieu que, soit avec l'accord du saisi, soit sur autorisation du juge des saisies ⁽¹³⁾.

5. La cinquième mission de l'Organe central est

"... (d')agir en qualité de mandataire du procureur du Roi, lors du recouvrement de choses confisquées, conformément à l'article 197 du Code d'Instruction criminelle."

L'article 18 du projet complète l'article 197, précité, par un nouvel alinéa en vertu duquel le procureur du Roi est chargé de transmettre à l'Organe central les jugements et les arrêts rendus en application des articles 42, 3°, 43bis et 43quater du Code pénal.

Cependant, aucune modification n'est apportée à l'alinéa 2 de l'article 197, précité, qui prévoit que les poursuites pour le recouvrement des amendes et des confiscations sont faites au nom du procureur du Roi par le directeur de l'enregistrement et des domaines.

⁽¹³⁾ Comparez avec le cantonnement des fonds auprès d'un séquestre agréé (article 1407 du Code judiciaire).

Il en découle que les dispositions du projet se concilient mal avec l'article 197, alinéa 2, précité, en ce qu'elles ne font pas clairement ressortir les rôles respectifs de l'Organe central et du directeur de l'enregistrement et des domaines, lequel est aujourd'hui le mandataire du procureur du Roi en matière de recouvrement des amendes et des confiscations.

6. La formulation du 6° du projet est peu claire. Seul le commentaire de cette disposition permet d'avoir une certaine idée de la mission confiée à l'Organe central. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la distinction qu'il convient d'opérer entre le 6° où il est question pour l'Organe central :

"6° (d')agir en tant qu'organe centralisé en matière d'appui des connaissances et de la politique dans le cadre d'instructions relatives à la saisie et à la confiscation d'avantages patrimoniaux issus d'une infraction",

et le 3° qui attribue à l'Organe central une mission d'assistance aux parquets et aux services de police pour les dossiers en matière de saisie

"... en vue de la confiscation des avantages patrimoniaux issus d'une infraction et établir l'importance de ces avantages patrimoniaux."

En outre, la version française du 6° du projet fait référence aux "instructions relatives à la saisie et à la confiscation d'avantages patrimoniaux issus d'une infraction". Le terme "instructions" est inadéquat lorsqu'il s'agit d'enquêtes ouvertes par le parquet.

Comme en ont convenu les représentants du ministre, le 6° du projet reproduit en partie les missions de l'Organe central visées au 3° du projet.

Par ailleurs, il n'appartient pas à un organe du pouvoir judiciaire d'exercer une compétence réglementaire. Les "profils de fonction et les conditions de spécialisation des experts en enquêtes patrimoniales" doivent faire l'objet d'un texte réglementaire pris par le Roi sur la base d'une habilitation législative précisant les éléments essentiels à l'élaboration d'une liste d'experts telles que les qualifications requises ⁽¹⁴⁾.

En conséquence, le 6° du projet doit être fondamentalement revu.

7. Les missions visées aux 7° et 8° du projet concernent la coopération de l'Organe central dans le domaine international en matière de saisie et de confiscation.

Selon l'exposé des motifs ⁽¹⁵⁾,

"Il est non seulement nécessaire de permettre la saisie, ou du moins l'immobilisation de biens et avoirs se trouvant à l'étranger mais aussi de viser, en matière de confiscation, à exécuter de manière effective les confiscations imposées par des jugements rendus en Belgique et disposer d'accords quant à un "asset-sharing", ce qui permettrait que le produit de la vente de biens à l'étranger revienne au moins en partie au trésor belge. Ceci nécessite non seulement une connaissance au moins élémentaire du droit étranger mais également la création d'un réseau de contacts formels et informels que les magistrats et les fonctionnaires de police belges peuvent utiliser par l'intermédiaire de l'Organe central."

La question se pose de savoir si cette mission de l'Organe central trouve à s'exercer dans le cadre de la loi du 20 mai 1997 sur la coopération internationale en ce qui concerne l'exécution de saisies et de confiscations. Cette loi a, en effet, mis en place des mécanismes spécifiques concernant tant l'exécution de décisions judiciaires étrangères en matière de saisie et de confiscation sur le territoire belge que l'exécution de décisions belges en matière de confiscation devant s'exécuter sur le territoire d'un Etat étranger.

⁽¹⁴⁾ Comparez avec ce qui est prévu à propos des experts judiciaires (article 991 du Code judiciaire).

⁽¹⁵⁾ Voir en ce sens l'exposé des motifs, p. 6.

La loi en projet n'indique pas si les missions visées aux 7° et 8° du projet s'intègrent dans ces mécanismes.

Article 4

Selon le commentaire de cette disposition ⁽¹⁶⁾ :

"Compte tenu des nombreuses missions de l'Organe central, il est à prévoir que cet Organe ne pourra pas exécuter lui-même toutes les missions, par exemple en matière d'enquête patrimoniale. Il convient par conséquent de prévoir une possibilité de faire appel pour certaines missions à des experts externes (par exemple des comptables accrédités ou des réviseurs d'entreprise). On entend plutôt par "consultants" des juristes externes, des informaticiens ou des prestataires de service en général, qui peuvent s'avérer utiles dans certaines missions spécialisées ou certains besoins de l'Organe central."

Comme il a déjà été souligné dans l'observation générale n° 1, le rôle de l'Organe central dans le déroulement des enquêtes patrimoniales doit explicitement apparaître à l'article 524bis en projet du Code d'instruction criminelle inséré par le premier projet (projet de loi "portant extension des possibilités de saisie et de confiscation en matière pénale").

Par ailleurs, il ne peut être question pour l'Organe central de se décharger totalement sur les personnes de droit privé de l'exercice des missions qui lui sont confiées par la loi.

L'alinéa 1^{er} doit mieux traduire le rôle de ces experts aux côtés de l'Organe central et déterminer les conditions de leur intervention. Par ailleurs, ces experts seront-ils les mêmes que ceux visés à l'article 3, § 1^{er}, 6°, du projet ?

En ce qui concerne l'alinéa 2, il est renvoyé à l'observation générale n° 3.

Le projet doit également préciser la distinction qu'il convient de faire entre les experts et les "consultants".

⁽¹⁶⁾ Voir en ce sens l'exposé des motifs, p. 11.

Article 5

Il est fait référence à l'observation préliminaire et à l'observation générale n° 8.

Article 6

1. Les 2° et 3° ne seront pas examinés comme il a été indiqué dans l'observation préliminaire.

2. Le 1° concerne le directeur adjoint de l'Organe central, qui est également un membre du ministère public.

La version française du texte examiné diffère de la version néerlandaise. Ces textes doivent être mis en concordance.

Le projet devrait être davantage précis sur les conditions dans lesquelles il pourra être mis fin anticipativement aux mandats tant du directeur que de celui du directeur adjoint. En outre, qu'adviendra-t-il de ces mandats inachevés ?

3. Selon le commentaire de cette disposition ⁽¹⁷⁾ :

"La composition du personnel prévoira, conformément aux exigences ci-après mentionnées, un équilibre entre la langue néerlandaise et la langue française ainsi qu'une représentation pour le territoire germanophone ...

En ce qui concerne le directeur et le directeur adjoint de l'Organe central, il est déjà question d'un équilibre linguistique dans la loi même, puisque le directeur adjoint doit appartenir à l'autre régime linguistique que celui du directeur. Compte tenu des précédents, cet équilibre entrera également en ligne de compte au niveau du recrutement du reste du personnel, y compris des fonctionnaires détachés."

⁽¹⁷⁾ Voir en ce sens les pages 11 et 12 de l'exposé des motifs.

Ni l'article 6 du projet ni aucune autre disposition du projet n'organisent cet "équilibre linguistique" au sein du personnel de l'Organe central et ne précisent les exigences en matière de connaissance linguistique. Selon l'article 30 de la Constitution, seule la loi peut régler l'emploi des langues dans les affaires judiciaires. Si la volonté est de compléter les règles fixées par la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, il convient de le prévoir expressément dans le texte en projet.

La loi en projet doit, en conséquence, être revue sur ce point.

Articles 7, 8 et 12

Il est renvoyé à l'observation préliminaire.

Article 9

A l'alinéa 2, les mots "sans préjudice de la compétence exclusive du directeur de présenter le rapport sous sa responsabilité" sont superflus et peuvent, de l'accord des délégués du ministre, être omis.

Article 10

A l'alinéa 1^{er}, il convient de faire expressément référence aux dispositions légales applicables au traitement du directeur et aux avantages y afférents.

Article 11

Les termes "par dérogation à l'article 323bis, § 2, du Code judiciaire" paraissent inadéquats. Il ressort des explications des délégués du ministre que la volonté est de permettre le remplacement dans leur parquet d'origine des magistrats du ministère public désignés aux fonctions de directeur et de directeur adjoint.

Or, l'article 323bis, § 2, du Code judiciaire autorise le remplacement d'un magistrat du ministère public chargé d'une mission à temps plein.

Article 13

Outre que la rédaction du paragraphe 2 est peu claire, il est une nouvelle fois question du rôle de l'Organe central dans le domaine de la coopération internationale. Sur ce point, il est fait référence à l'observation n° 7 formulée sous l'article 3 du projet.

Au paragraphe 3, comme en ont convenu les représentants du ministre, une autorisation préalable du juge d'instruction devrait également intervenir dès lors que les informations communiquées par l'Organe central peuvent avoir une certaine incidence sur une instruction en cours.

Article 14

Il est fait référence à l'observation générale n° 8.

Article 15

Selon cette disposition, les frais de fonctionnement de l'Organe central sont à la charge du ministère de la Justice. Eu égard aux lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, cette précision est inutile et doit être omise.

Article 16

1. En ce qui concerne les actes de disposition que peut solliciter l'Organe central auprès du juge des saisies, il est renvoyé aux observations générales.

2. L'alinéa 3 détermine le juge des saisies compétent pour connaître de la requête de l'Organe central. Outre qu'une telle disposition trouverait mieux sa place dans les dispositions du projet déterminant la procédure devant le juge des saisies (soit les articles 1493bis et 1493ter en projet du Code judiciaire), il ressort des explications des représentants du ministre que cet alinéa envisage l'hypothèse de celui qui n'a ni résidence, ni domicile en Belgique et qui n'a pas de biens sur le territoire belge. Dans pareille hypothèse, c'est le juge des saisies de Bruxelles qui est compétent pour connaître de la requête de l'Organe central.

Le texte projeté permettrait donc au juge des saisies d'autoriser l'Organe central à accomplir un acte de disposition au sujet d'un bien saisi situé à l'étranger.

Les auteurs du projet doivent davantage expliciter l'articulation de ce mécanisme avec les dispositions de la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime.

Il importe de rappeler à cet égard que la saisie est un acte de contrainte qui porte atteinte à la souveraineté territoriale d'un autre Etat ⁽¹⁸⁾.

3. Interrogés sur la portée de l'alinéa 5, les représentants du ministre ont expliqué que la volonté est d'écarter toute responsabilité dans le chef de l'Organe central, même lorsqu'il introduit une requête devant le juge des saisies.

Cette précision est inutile dans la mesure où l'Organe central n'a pas de personnalité juridique propre; ses actes engagent directement la responsabilité de l'Etat.

Tel qu'il est libellé, cet alinéa pourrait, au contraire, être interprété comme reconnaissant la responsabilité directe de l'Organe central lorsqu'il agit en justice devant le juge des saisies.

Comme en ont convenu les représentants du ministre, cette disposition doit être clarifiée.

⁽¹⁸⁾ Comparez avec la loi du 20 mai 1997, précitée.

Article 17

Comme en ont convenu les représentants du ministre, la modification apportée à l'article 165, alinéa 2, et à l'article 376, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle doit être apportée également à l'article 197, alinéa 3, du même Code.

Article 18

Il est fait référence à l'observation n° 5 formulée sous l'article 3 du projet.

Articles 19 et 20

Il est fait référence à l'observation préliminaire.

Article 21

1. Cette disposition insère dans la cinquième partie, titre II du Code judiciaire, un nouveau chapitre X intitulé "Procédure devant l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation". En réalité, les articles 1493bis et 1493ter en projet concernent la procédure devant le juge des saisies lorsque l'Organe central souhaite obtenir de celui-ci l'autorisation d'accomplir un acte de disposition sur des biens saisis.

L'intitulé du chapitre X doit mieux traduire le contenu des articles 1493bis et 1493ter en projet.

2. L'introduction de ce chapitre X à la suite des dispositions relatives aux saisies en matière civile, peut engendrer certaines difficultés d'interprétation des textes. Il est en effet permis de se demander si les pouvoirs du juge des saisies, tels qu'ils sont actuellement consacrés dans le Code judiciaire, sont les mêmes lorsqu'il intervient sur la base des articles 1493bis et 1493ter en projet du Code judiciaire.

Article 1493ter en projet

1. Il peut paraître inadéquat de renvoyer pour l'introduction de la demande aux articles 1034bis à 1034sexies du Code judiciaire.

Ceux-ci règlent le mode d'introduction par requête contradictoire d'une demande en matière civile portée devant le juge. Contrairement à ce qu'indique l'exposé des motifs, il s'agit, en l'occurrence, de biens saisis par application de dispositions pénales.

En matière pénale, le Code judiciaire prévoit, tant pour la signification que pour la notification des actes de procédure, des modes de communication particuliers destinés à assurer la connaissance effective par le destinataire de l'acte qui lui est adressé. Ces dispositions figurent pour ce qui concerne la signification à l'article 37, § 1^{er}, du Code judiciaire et pour ce qui concerne la justification à l'article 46, § 1^{er}, du Code judiciaire. Dans les deux cas, les dispositions prévoient notamment qu'à défaut d'être remis aux personnes elles-mêmes, l'acte est remis au commissaire de police qui prend les mesures utiles pour que le pli parvienne à l'intéressé dans le plus bref délai.

Les articles 1034bis à 1034sexies ne renvoient pas à ces dispositions. S'agissant du mode de communication de l'acte introductif qui affecte spécialement les droits de la défense en matière pénale, les dispositions du projet doivent être revues sur ce point ⁽¹⁹⁾.

2. Le Conseil d'Etat s'interroge sur la portée du pouvoir d'appréciation revenant au juge des saisies et, en cas d'urgence, au président du tribunal de première instance. Dans ce type de procédure, le juge des saisies ou, le cas échéant, le président du tribunal de première instance va-t-il se contenter d'autoriser des actes de disposition sans vérifier au préalable la légalité et la régularité de la saisie ⁽²⁰⁾ pénale ? Ce contrôle appartient-il exclusivement aux juridictions d'instruction ?

⁽¹⁹⁾ Comparez avec l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 19 décembre 2001, n° 162/2001.

⁽²⁰⁾ Dans un arrêt du 10 juin 1999, la Cour de cassation a jugé que le juge des saisies, connaissant d'une demande ayant trait aux voies d'exécution, apprécie la légalité et la régularité de la saisie, mais ne peut statuer sur les droits des parties fixés dans le titre dont l'exécution est poursuivie (Larcier Cass. n° 856, Bull. n° 348).

Selon les explications des représentants du ministre, le juge des saisies ne pourra pas opérer un tel contrôle. Une telle précision devrait clairement apparaître dans le texte en projet, lequel devrait spécifier clairement le pouvoir du juge des saisies.

Voorafgaande opmerking betreffende de voorafgaande vormvereisten

Sommige bepalingen van het ontwerp hebben betrekking op het personeel dat bij het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring zal worden aangeworven of dat ter beschikking zal worden gesteld van dat orgaan. Zo bijvoorbeeld bestaat het personeel, luidens artikel 6, 2°, van het ontwerp, onder meer uit "universitair of gelijkgesteld personeel, waaronder juristen, gespecialiseerd niet-universitair personeel en administratief ondersteunend personeel" en zullen hun aantal en hun statuut door de Koning worden vastgesteld. Krachtens artikel 7 van het ontwerp zal het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring ook één of meer ambtenaren van het Ministerie van Financiën of één of meer politieambtenaren van de federale politie omvatten, die ter beschikking worden gesteld van dat orgaan. De Koning is bevoegd om hun aantal, de nadere regels voor hun terbeschikkingstelling en het bedrag van de toelage waarop zij recht hebben, vast te stellen.

Luidens artikel 8 van het ontwerp zullen sommige van die personeelsleden door de Minister van Justitie aangewezen kunnen worden als raadslid-attaché, en een toelage kunnen genieten.

In artikel 12 van het ontwerp wordt bepaald dat de federale regeling inzake vervoers- en verblijfskosten ook geldt voor de leden van het personeel van het Centraal Orgaan.

Bij de artikelen 19 en 20 van het ontwerp, ten slotte, worden respectievelijk de artikelen 330 en 330bis van het Gerechtelijk Wetboek zo gewijzigd dat het mogelijk wordt voor opstellers en beambten bij de hoven en rechtbanken, maar ook bij de parketten de opdracht te krijgen een ander ambt te vervullen bij het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring.

Alle genoemde bepalingen kunnen een invloed hebben op het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het betrokken personeel, ongeacht of dat van het Ministerie van Financiën, van de federale politie of van de gerechtelijke diensten komt.

Met uitzondering van de personeelsleden van de federale politie, waarop de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten van toepassing is, geldt voor alle categorieën personeel de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Artikel 2, § 1, van die wet bepaalt dat de bevoegde administratieve overheden pas na onderhandeling met de representatieve vakorganisaties grondregelingen ter zake van het administratief statuut en de bezoldigingsregeling kunnen uitvaardigen. De meeste genoemde bepalingen van het ontwerp raken echter aan die grondregelingen zoals die vastgesteld zijn bij het koninklijk besluit van 29 augustus 1985. De verplaatsing van een ambtenaar naar een andere dienst dan die waartoe hij behoort, bijvoorbeeld, is een onderdeel van de grondregeling betreffende het administratief statuut ⁽¹⁾. Zo ook is de toekenning van toelagen een onderdeel van de grondregeling inzake de bezoldigingsregeling.

Dezelfde redenering gaat ook op voor de leden van de federale politie. Luidens artikel 2, 9°, van het koninklijk besluit van 8 februari 2001 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 3, eerste lid, 1°, van de genoemde wet van 24 maart 1999 is immers ook een grondregeling :

"... de regeling inzake overplaatsing, mobiliteit of enige andere vorm van wedertewerkstelling of beziging van de personeelsleden in andere overheidsdiensten dan die waartoe de personeelsleden behoren, alsook de regeling van toepassing op personeelsleden die met een opdracht worden belast;".

Hetzelfde geldt voor het toekennen van een toelage aan het personeel, wanneer gespecificeerd wordt wie die toelagen geniet (artikel 3, 2°, van het genoemde koninklijk besluit van 8 februari 2001).

⁽¹⁾ Zie in die zin artikel 3, 9°, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Bijgevolg moet over de artikelen 5, derde lid, 2°, 6, 2° en 3°, 7, 8, 12, 19 en 20 van het ontwerp eerst met de vakorganisaties worden onderhandeld, zoals dat voorgeschreven is bij de genoemde wet van 19 december 1974 of de genoemde wet van 24 maart 1999.

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt dat die onderhandelingen met de vakorganisaties nog niet hebben plaatsgevonden.

De Raad van State beperkt zijn onderzoek dan ook tot de bepalingen van het ontwerp waarover niet eerst met de vakorganisaties hoeft te worden onderhandeld.

Algemene opmerkingen

1. Samenhang tussen het ontwerp enerzijds en de bestaande rechtsordening en andere ontwerpen anderzijds

1.1. In de memorie van toelichting van het wetsontwerp ⁽²⁾ wordt erop gewezen dat het voorliggende ontwerp nauw samenhangt met een ander wetsontwerp dat aan de afdeling wetgeving is voorgelegd ⁽³⁾ en dat onlangs bij de Kamer van volksvertegenwoordigers is ingediend onder het opschrift "wetsontwerp tot uitbreiding van de mogelijkheden tot inbeslagneming en verbeurdverklaring in strafzaken" (hierna het "eerste ontwerp" genoemd).

Uit de ontworpen wet blijkt evenwel niet duidelijk welke taak het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring zal vervullen onder de gelding van de nieuwe bepalingen inzake inbeslagneming en verbeurdverklaring die ingevoerd worden bij het eerste ontwerp, dat reeds ter goedkeuring aan het Parlement is voorgelegd.

⁽²⁾ Op blz. 3 staat : "Huidig wetsontwerp heeft als doel een praktische omkadering te bieden, in de schoot van het openbaar ministerie, ter uitvoering van deze nieuwe op til staande wetgeving".

⁽³⁾ Advies 31.367/2, over een voorontwerp van wet "houdende uitbreiding van de inbeslagneming, de invoering van een bijzonder onderzoek naar de vermogensvoordelen en de verdeling van de bewijslast aangaande de herkomst van zaken waarvan wordt vermoed dat zij voortkomen uit de zware of de georganiseerde criminaliteit", uitgebracht op 11 juni 2001 en bekendgemaakt in de Stukken van de Kamer, zitting 2001-2002, 22 januari 2002, nr. 1601/1.

1.2. Artikel 3 van het voorliggende ontwerp beschrijft de opdrachten van het Centraal Orgaan in zodanig vage bewoordingen dat het moeilijk is te bepalen wat enerzijds de bevoegdheden zijn van de magistraten van het openbaar ministerie en anderzijds de bevoegdheden van dit Orgaan.

Luidens de artikelen 35 en 35bis van het Wetboek van Strafvordering mag de procureur des Konings

"... alles in beslag (nemen) wat een van de in artikel 42 van het Strafwetboek bedoelde zaken schijnt uit te maken en alles wat dienen kan om de waarheid aan de dag te brengen".

Het kan daarbij gaan om roerende of onroerende goederen.

Bovendien kan het openbaar ministerie, krachtens de ontworpen artikelen 524bis en 524ter, die bij het eerste ontwerp ingevoegd worden in het Wetboek van Strafvordering, vorderen dat een bepaalde rechter een bijzonder onderzoek naar de in de artikelen 42, 3°, 43bis en 43quater van het Strafwetboek bedoelde vermogensvoordelen voert, wanneer de beklaagde schuldig is verklaard aan het ten laste gelegde feit.

Het ontworpen artikel 524bis, §§ 2 en 4, van het Wetboek van Strafvordering (eerste ontwerp) bepaalt het volgende :

"... Het bijzonder onderzoek naar de vermogensvoordelen wordt gevoerd onder de leiding en het gezag van de bevoegde procureur des Konings, die hiervoor de verantwoordelijkheid draagt. Hij waakt over de wettigheid van de bewijsmiddelen en de loyaliteit waarmee ze worden verzameld"

en

"... De handelingen die in het kader van het bijzonder onderzoek naar de vermogensvoordelen worden verricht, mogen geen enkele dwangmaatregel inhouden noch schending inhouden van individuele rechten en vrijheden. Deze handelingen kunnen evenwel de inbeslagneming van de zaken vermeld in de artikelen 35 en 35ter inhouden. Ingeval van beslag op een onroerend goed, wordt gehandeld overeenkomstig de vormvoorschriften van artikel 35 bis.

Ingeval van beslag overeenkomstig het eerste lid, is artikel 28sexies van toepassing."

.../...

Uit deze gezamenlijke bepalingen blijkt duidelijk dat de procureur des Konings verantwoordelijk is voor de inbeslagnames, ongeacht of ze plaatsvinden in het kader van een opsporingsonderzoek ⁽⁴⁾ dan wel in het kader van een bijzonder onderzoek naar vermogensvoordelen.

Voor inbeslagnames waartoe een onderzoeksrechter beslist, geldt hetzelfde aangezien artikel 89 van het Wetboek van Strafvordering dat parallellisme invoert. De onderzoeksrechter is ook verantwoordelijk voor de door hem gestelde daden van onderzoek, en dit overeenkomstig artikel 56, § 1, van het Wetboek van Strafvordering.

1.3. Bijgevolg rijst de vraag hoe zowel de verantwoordelijkheid van de procureur des Konings als die van de onderzoeksrechter in overeenstemming kunnen worden gebracht met de bevoegdheden van hetzij bijstand, hetzij beheer die aan het Centraal Orgaan worden toevertrouwd.

Luidens artikel 3, § 1, van het ontwerp, is het Centraal Orgaan onder meer belast met het volgende :

"Onverminderd de bevoegdheden van de gerechtelijke overheden ...",

"... het verstrekken van beheersmatige ondersteuning aan de parketten, het verlenen van dossiergericht advies en bijstand ten behoeve van de parketten en de politiediensten op het gebied van inbeslagneming met het oog op verbeurdverklaring van de uit misdrijf verkregen vermogensvoordelen en de bepaling van de omvang van de uit misdrijf verkregen vermogensvoordelen" (3°)

en

"... het gecentraliseerd beheer betreffende met bewarend strafrechtelijk beslag bezwaarde patrimoniale bestanddelen die worden aangemeld door de parketten en door de onderzoeksrechters" (4°).

⁽⁴⁾ Luidens artikel 28bis, § 1, derde lid, van het Wetboek van Strafvordering "... wordt het opsporingsonderzoek gevoerd onder de leiding en het gezag van de bevoegde procureur des Konings. Hij draagt hiervoor de verantwoordelijkheid".

Bovendien moet het Centraal Orgaan de in beslag genomen zaken "als goede huisvader" beheren, waarbij het inzonderheid moet zorgen voor een "opbrengstgericht en waardebestendig beheer van vermogensactiva". Daartoe kan het

"... een beroep doen op de diensten van in België erkende financiële instellingen of, volgens de noodwendigheden van het geval, overgaan tot de aanstelling van een of meerdere lasthebbers of beheerders over de in beslag genomen zaken" (artikel 3, § 1, 4°, van het ontwerp).

Maar het betrokken Orgaan mag tevens

"... daden van beschikking stellen of zulke daden laten stellen door de door haar (lees : dit Orgaan) aangestelde instellingen, lasthebbers of beheerders, overeenkomstig de wet".

De Koning wordt gemachtigd om bij besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de aldus bedoelde daden van beschikking te bepalen.

Ten slotte moet luidens de ontworpen artikelen 1493bis en 1493ter van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 21 van het ontwerp) het Centraal Orgaan de beslagrechter adiëren om de toestemming te krijgen daden van beschikking te stellen of om beheerders te kunnen aanstellen.

In de bespreking van artikel 3 van het ontwerp staat in verband met de taak om de parketten en de politiediensten bij te staan op het gebied van inbeslagneming en verbeurdverklaring en het bepalen van de omvang van de uit het misdrijf verkregen vermogensvoordelen het volgende :

"... een aantal vermogensonderzoeken kunnen uitgevoerd worden door of met bemiddeling van het Centraal Orgaan." ⁽⁵⁾.

Die taak wordt tevens bevestigd in het ontworpen 6°, waarin het Centraal Orgaan meer bepaald de volgende opdracht krijgt :

⁽⁵⁾ Zie in die zin de memorie van toelichting, blz. 10

"... het uitvoeren, coördineren en ondersteunen van onderzoeken naar vermogensvoordelen op verzoek van de procureur des Konings, de procureur-generaal of de federale procureur."

Luidens de bespreking van laatstgenoemde bepaling "dient het Centraal Orgaan zich te ontwikkelen als deskundige inzake vermogensonderzoeken ..." ⁽⁶⁾.

Ook al wordt het Centraal Orgaan luidens artikel 2 van het ontwerp opgericht binnen het openbaar ministerie, het is niet verantwoordelijk voor het vermogensonderzoek waartoe op basis van het ontworpen artikel 524bis van het Wetboek van Strafvordering wordt beslist (eerste ontwerp). Paragraaf 2, eerste lid, van die bepaling stelt namelijk duidelijk dat het onderzoek onder de leiding en het gezag van de bevoegde procureur des Konings wordt gevoerd, die hiervoor de verantwoordelijkheid draagt.

1.4. Het besluit is dan ook dat de stellers van het ontwerp duidelijker moeten aangeven hoe het ontwerp enerzijds aansluit bij het ontworpen artikel 524bis van het Wetboek van Strafvordering (eerste ontwerp) en anderzijds bij de thans geldende wetsbepalingen, dat wil zeggen, inzonderheid bij de artikelen 35, 35bis en 89 van het Wetboek van Strafvordering.

2. Eerbiediging van de prerogatieven van de procureur des Konings en de onderzoeksrechter inzake inbeslagnames

Aangezien daden van beslag plaatsvinden in het kader van een opsporingsonderzoek of een strafonderzoek, vallen ze, zoals hierboven reeds is opgemerkt, ofwel onder de verantwoordelijkheid van de procureur des Konings, ofwel onder die van de onderzoeksrechter. De daden van beheer gesteld door het Centraal Orgaan, hetzij in het kader van een gerechtelijk onderzoek hetzij in het kader van een opsporingsonderzoek, moeten bijgevolg ook beschouwd worden als daden die onder de verantwoordelijkheid van die magistraten vallen.

⁽⁶⁾ Zie de memorie van toelichting, blz. 11.

In artikel 3, § 1, 4°, van het ontwerp staat het volgende :

"Het beheer van de in beslag genomen goederen zoals hierboven bedoeld wordt uitgevoerd in overleg met de magistraat van het openbaar ministerie die het opsporingsonderzoek leidt of, na advies van deze magistraat, op verzoek van de onderzoeksrechter die de leiding heeft over het gerechtelijk onderzoek."

Wanneer die daden van beheer kunnen leiden tot daden van beschikking met betrekking tot goederen die gewoon in beslag zijn genomen, maar die eigendom blijven van de beslagene wiens schuld nog niet noodzakelijk vaststaat, kan dit ontnemen van een goed alleen maar geschieden op verantwoordelijkheid van een magistraat.

Daaruit volgt dat uit artikel 3, § 1, 4°, van het ontwerp duidelijk moet blijken dat alleen de procureur des Konings of de onderzoeksrechter kan beslissen om te vorderen dat in verband met een bepaald in beslag genomen goed een daad van beschikking wordt gesteld. Louter overleg is onvoldoende.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat deze bepaling van het ontwerp zo moet worden verduidelijkt dat de beslissing tot het vorderen van een daad van beschikking met betrekking tot goederen die in beslag zijn genomen door een onderzoeksrechter of een procureur des Konings, enkel te beurt valt aan die onderzoeksrechter of die procureur des Konings.

3. Bevoegdheid van het Centraal Orgaan om de politiediensten te vorderen

Luidens artikel 4, tweede lid, van het ontwerp, kan het Centraal Orgaan, dat een eigenlijk deel uitmaakt van het openbaar ministerie, "onder dezelfde voorwaarden en op dezelfde wijze als het openbaar ministerie" de politiediensten vorderen.

Wat dat betreft blijkt uit de bespreking van artikel 2 van het ontwerp dat de omstandigheid dat het Centraal Orgaan een soortgelijk statuut heeft gekregen als dat van de parketten tevens inhoudt dat alle regels die gelden voor het openbaar ministerie, ook van toepassing zijn op het Centraal Orgaan ⁽⁷⁾.

Die toelichting heeft eigenlijk een veel ruimere strekking dan de inhoud van artikel 4, tweede lid, van het ontwerp, dat alleen betrekking heeft op de bevoegdheid om politiediensten te vorderen.

Gelet op dat verschil tussen het dispositief en de toelichting bij het ontwerp, is het de Raad van State niet duidelijk wat de precieze strekking is van het ontwerp.

De Raad van State plaatst meer in het bijzonder vraagtekens bij de bevoegdheid van het Centraal Orgaan om de politiediensten te vorderen, aangezien het niet verantwoordelijk is voor een opsporingsonderzoek, zoals bepaald in artikel 28ter van het Wetboek van Strafvordering, en begrijpt niet goed hoe die vorderingsbevoegdheid in overeenstemming kan worden gebracht met ofwel die van de procureur des Konings, ofwel die van de onderzoeksrechter (artikel 56 van het Wetboek van Strafvordering).

In de bespreking van artikel 4 van het ontwerp ⁽⁸⁾ staat met betrekking tot de aan het Centraal Orgaan toegekende vorderingsbevoegdheid, dat, om te voorkomen dat dit Orgaan

"... telkens zou dienen te ageren via de parketten telkens wanneer een opdracht politieel dient uitgevoerd te worden, bv. tot het nader verschaffen van concrete informatie met het oog op een vermogensonderzoek, (...) in het ontwerp (werd) bepaald dat het Centraal Orgaan onder dezelfde voorwaarden en op dezelfde wijze als het openbaar ministerie, een beroep kan doen op de politiediensten."

⁽⁷⁾ Zie de Franse versie van de memorie van toelichting, blz. 7. Die commentaar ontbreekt in de Nederlandse versie.

⁽⁸⁾ Zie in die zin de memorie van toelichting, blz. 12

Zulk een vorderingsbevoegdheid moet veel beter omschreven worden om te voorkomen dat de onderzoeken die gevorderd worden door het Centraal Orgaan botsen met onderzoeken die gevoerd worden in het kader van een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek. Het Centraal Orgaan moet in ieder geval de onderzoeksrechter of de procureur des Konings ervan op de hoogte brengen wanneer het een beroep doet op de politiediensten, zodat kan worden nagegaan of zulks verenigbaar is met de taken die diezelfde magistraten hebben opgelegd hetzij tijdens een opsporingsonderzoek, hetzij tijdens een gerechtelijk onderzoek.

4. Aard van de daden van beschikking en machtiging verleend aan de Koning

Krachtens artikel 3, § 1, 4°, van het ontwerp, komt het toe aan de Koning

"... bij besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de daden van beschikking die bedoeld zijn door deze wet (te bepalen).".

De wetgever machtigt aldus de Koning om de aard van de daden van beschikking vast te stellen die gesteld kunnen worden ten aanzien van goederen die in louter bewarend beslag zijn genomen. Aangezien die daden echter het eigendomsrecht ter discussie stellen, staat het aan de wetgever om de aard ervan te bepalen en vast te stellen onder welke voorwaarden ze gesteld mogen worden ⁽⁹⁾.

De ontworpen wet moet wat dat betreft grondig worden herzien.

5. Optreden van privaatrechtelijke personen en verantwoordelijkheid van de organen van de Staat

De Raad van State plaatst vraagtekens bij de verantwoordelijkheid van de instruerend magistraat of van de magistraat die belast is met het opsporingsonderzoek, wanneer het beheer van de in beslag genomen goederen toevertrouwd is aan financiële

⁽⁹⁾ Zoals de gemachtigden van de minister hebben uitgelegd, zijn daden van beschikking zeer verschillend. Het kan bijvoorbeeld gaan om de verkoop van bederfbare goederen, maar ook van effecten om waardevermindering te voorkomen.

instellingen, lasthebbers of beheerders, of nog, wanneer die personen gemachtigd zijn om daden van beschikking te stellen. Mogen die personen handelen zonder dat de genoemde magistraten over een controlerecht beschikken ?

De ontworpen regeling moet nauwkeuriger worden gesteld en bepalen welke verplichtingen die privaatrechtelijke personen hebben ten aanzien van de rechterlijke macht, ongeacht of het gaat om het Centraal Orgaan dan wel om de magistraten die de goederen in beslag hebben genomen.

Is de Staat bijvoorbeeld aansprakelijk in geval van wanbeheer door die privé-personen ?

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat de Staat rechtstreeks de verantwoordelijkheid op zich neemt voor de fouten die die privaatrechtelijke personen maken, maar zich vervolgens tegen die privaatrechtelijke personen kan keren.

Die preciseringen moeten in het dispositief worden opgenomen.

6. Beroep tegen de daden van beheer en van beschikking

De artikelen 28sexies en 61quater van het Wetboek van Strafvordering bieden de personen die, wat hun goederen betreft, geschaad zijn door een opsporings- of onderzoekshandeling, de mogelijkheid om ofwel bij de procureur des Konings, ofwel bij de onderzoeksrechter beroep in te stellen tegen zulke handelingen, en in hoger beroep te gaan bij de kamer van inbeschuldigingstelling.

De Raad van State plaatst vraagtekens bij de aanwending van die beroepen wanneer het gaat om daden van beheer en van beschikking gesteld ofwel door het Centraal Orgaan, ofwel door financiële instellingen, of door beheerders of lasthebbers.

Kunnen die daden van beheer beschouwd worden als opsporingshandelingen of als onderzoekshandelingen in de zin van de artikelen 28sexies en 61quater van het Wetboek van Strafvordering ?

.../...

Over daden van beschikking kan alleen de beslagrechter beslissen of, in spoedeisende gevallen, de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg die zitting houdt in kort geding. Luidens het ontworpen artikel 1493ter van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 21 van het ontwerp) zal de procedure vóór de beslagrechter op tegenspraak verlopen. De partijen worden immers opgeroepen en kunnen beroep instellen tegen de beschikking van de beslagrechter.

Het is de Raad van State niet duidelijk hoe die procedure vóór de beslagrechter kan samengaan met de bepalingen van de genoemde artikelen 28sexies en 61quater, inzonderheid wanneer het beslag zelf wordt aangevochten.

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat de regeling herzien moet worden.

7. Rechten van derden ten aanzien van de in beslag genomen goederen

Uit de memorie van toelichting ⁽¹⁰⁾ blijkt dat het de bedoeling is te zorgen voor een goed beheer van de in beslag genomen goederen

"... zowel ten aanzien van de rechtsonderhorigen die de buitenbezitstelling ondergaan en die gerechtigd zijn op een waardevast beheer met het oog op de teruggave ervan of eventueel de delging van confiscatieschulden, als ten aanzien van de goede en economische werking van de overheidsinstellingen."

In het ontwerp staat echter niets over de gevolgen die die daden van beheer en beschikking kunnen hebben voor de rechten van derden ten aanzien van de in beslag genomen goederen.

⁽¹⁰⁾ Zie in die zin de memorie van toelichting blz. 10 en 11

Luidens het ontworpen artikel 149³ter van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 21 van het ontwerp) moet het Centraal Orgaan, overeenkomstig de artikelen 1034^{bis} tot 1034^{sexies} van het Gerechtelijk Wetboek, een verzoekschrift op tegenspraak indienen om toestemming te krijgen bepaalde daden van beheer en daden van beschikking ten aanzien van in beslag genomen goederen te stellen. In dat verzoekschrift moet onder meer de naam van verzoeker worden opgegeven, maar ook de naam, de voornaam, de woonplaats en, in voorkomend geval, de hoedanigheid van de op te roepen persoon.

Quid met de partijen die als tussenkomende partij optreden vóór de beslagrechter wanneer op de goederen die in een strafzaak in beslag zijn genomen voorrechten of hypothecken rusten of andere rechten zijdens derden en het Centraal Orgaan van plan is die te gelde te maken ?

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat de ontworpen regeling verduidelijkt moet worden.

8. Directie van het Centraal Orgaan

Artikel 2 van het ontwerp voorziet in de oprichting van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring "binnen het openbaar ministerie". Artikel 5 van het ontwerp bepaalt dat het Centraal Orgaan geleid wordt door een lid van het openbaar ministerie aan wie de titel van directeur wordt verleend :

"De directeur heeft leiding en gezag over het personeel van het Centraal Orgaan en draagt de verantwoordelijkheid voor de uitvoering van de opdrachten van dit orgaan."

Artikel 14 van het ontwerp, ten slotte, bepaalt het volgende :

"De bijstandsmagistraat die belast is met de financiële, economische en fiscale delinquentie oefent in naam van het College van procureurs-generaal gezag uit over het Centraal Orgaan."

Uit het bovenstaande lijkt te kunnen worden opgemaakt dat de verantwoordelijkheid voor de daden gesteld door het Centraal Orgaan zal berusten bij verscheidene interveniënten van het openbaar ministerie, namelijk het lid van het openbaar ministerie dat aangewezen is als directeur van het Centraal Orgaan, en het College van procureurs-generaal dat optreedt via de bijstandsmagistraat die belast is met financiële, economische en fiscale delinquentie.

De bewuste bepalingen behoren evenwel verduidelijkt te worden wat betreft de bevoegdheden die de betrokkenen hebben ten aanzien van de beslissingen van het Centraal Orgaan. Welk onderscheid dient meer bepaald te worden gemaakt tussen de verantwoordelijkheid van de directeur van het Centraal Orgaan en de uitoefening van het gezag van het College van procureurs-generaal over het Orgaan ?

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Artikel 2

De Raad van State ziet het nut niet in van de woorden "belast met de praktische implementatie van de wetgeving inzake inbeslagneming en verbeurdverklaring", aangezien in artikel 3 van het ontwerp de verschillende taken van het Centraal Orgaan worden opgesomd. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat die woorden mogen vervallen.

Artikel 3

Naast de algemene opmerkingen die reeds betrekking hebben op artikel 3 van het ontwerp, geeft deze bepaling aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. De ontworpen paragraaf 1 begint met de woorden "Onverminderd de bevoegdheden van de gerechtelijke overheden, ...".

.../...

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de exacte draagwijdte is van dit zinsdeel.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat dit voorbehoud geformuleerd is om geen afbreuk te doen aan de bevoegdheden van andere diensten, zoals de Dienst voor het Strafrechtelijk beleid.

2. De eerste taak van het Centraal Orgaan is "de ondersteuning van het beleid dat door de Minister van Justitie, op advies van het College van procureurs-generaal, overeenkomstig artikel 143ter, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, wordt vastgelegd", door adviezen te geven aan de Minister van Justitie en aan het College van procureurs-generaal over het beleid dat gevoerd moet worden inzake inbeslagneming en verbeurdverklaring van uit misdrijf verkregen vermogensvoordelen.

In de commentaar bij deze bepaling wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 14 januari 1994 tot oprichting van een Dienst voor het Strafrechtelijk beleid. Krachtens artikel 3 van dat besluit is de Adviseur-generaal inzonderheid ermee belast

"... de oriëntaties van het strafrechtelijk beleid voor te stellen en de voor de uitvoering en voor de organisatie ervan vereiste middelen te formuleren."

Volgens dezelfde commentaar dienen het Centraal Orgaan en de Dienst voor het Strafrechtelijk beleid overleg te plegen wat betreft de adviezen die gegeven moeten worden aan de Minister van Justitie; dat overleg wordt vooropgesteld in de ontworpen paragraaf 2.

In de commentaar wordt daarentegen niet gealludeerd op artikel 150bis van het Gerechtelijk Wetboek waarbij de Raad van procureurs des Konings wordt opgericht die inzonderheid ermee belast is

"... het college van procureurs-generaal ambtshalve of op diens verzoek te adviseren over de harmonisatie en de uniforme toepassing van de regels en over elke zaak die verband houdt met de opdrachten van het openbaar ministerie."

In artikel 3, § 2, van het ontwerp behoort derhalve melding te worden gemaakt van de Raad van procureurs des Konings.

3. De tweede taak van het Centraal Orgaan bestaat in

"... de coördinatie, de begeleiding en de opvolging van het door de Minister van Justitie, op advies van het College van procureurs-generaal bepaalde beleid inzake verbeurdverklaring, door toe te zien op de naleving van de richtlijnen die overeenkomstig artikel 143ter, eerste lid van het Gerechtelijk Wetboek worden verstrekt."

Volgens de commentaar bij deze bepaling ⁽¹¹⁾,

"... (zal) de concrete veruitwendiging van deze taak (...) zowel statistisch als inhoudelijk zijn. Zonder in dwingende termen op te treden, wordt van elk parket - in functie van de globale instroom van de dossiers - verwacht dat een bepaald ontnemingspotentieel wordt ontwikkeld via beslagen op vermogensvoordelen, vermogensonderzoeken en uiteindelijke verbeurdverklaringen. Er zullen derhalve parameters ontwikkeld worden om de resultaten van elk parket te evalueren."

Deze commentaar blijft evenwel erg vaag wat betreft de aard van de controle door het Centraal Orgaan ten aanzien van de parketmagistraten. Overigens, staan, krachtens artikel 143ter, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, de procureurs-generaal bij de hoven van beroep, binnen hun eigen rechtsgebied, in voor de tenuitvoerlegging van de richtlijnen van het strafrechtelijk beleid, die zijn vastgelegd door de Minister van Justitie nadat hij het advies van het College van procureurs-generaal heeft ingewonnen.

Bij de Raad van State rijzen derhalve vragen over de wijze waarop beide soorten controle zich met elkaar zullen verdragen.

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de minister zijn de woorden "toe te zien op" waarmee wordt gewerkt in onderdeel 2° van paragraaf 1 van artikel 3 van het ontwerp niet geschikt. De rol van het Centraal Orgaan bestaat er immers in hoofdzak in aan de Minister van Justitie en aan het College van procureurs-generaal relevante

⁽¹¹⁾ Zie in dat verband de memorie van toelichting, blz. 9.

informatiegegevens te bezorgen voor de uitwerking van de richtlijnen van het strafrechtelijk beleid.

De ontworpen tekst moet deze bedoeling beter weergeven.

4. Een van de wezenlijke taken van het Centraal Orgaan bestaat in

"... het gecentraliseerd beheer betreffende met bewarend strafrechtelijk beslag bezwaarde patrimoniale bestanddelen die worden aangemeld door de parketten en door de onderzoeksrechters." (ontworpen artikel 3, paragraaf 1, 4°)."

De ontworpen wet preciseert ternauwernood onder welke voorwaarden de in beslag genomen zaken toevertrouwd worden aan het beheer van het Centraal Orgaan. Krachtens artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 260 van 24 maart 1936 op de bewaring, ter griffie, en de procedure tot teruggave van de in strafzaken in beslag genomen zaken zorgt de griffier voor de bewaring van de in strafzaken in beslag genomen zaken, die op zijn griffie werden neergelegd. Hij zorgt ook voor de teruggave van de in beslag genomen zaken nadat de bevoegde gerechtelijke overheid opheffing van dat beslag heeft verleend.

Uit de ontworpen tekst moet nader blijken of de in beslag genomen goederen wanneer dat mogelijk is, verplaatst zullen worden naar het Centraal Orgaan en volgens welke regels. De vraag rijst of voor zo'n overdracht een voorafgaande beslissing noodzakelijk is van de onderzoeksrechter of van de procureur des Konings die de inbeslagname bevolen heeft alsmede een verwittiging aan het adres van de vervolgte persoon en de belanghebbende derden ?

Uit de commentaar bij deze bepaling blijkt eveneens het volgende ⁽¹²⁾ :

"Teneinde te vermijden dat het Centraal Orgaan een beroep zou moeten doen op de Deposito- en Consignatiekas, wordt in de tekst van de wet expliciet bepaald dat het Centraal Orgaan private kredietinstellingen kan inschakelen."

⁽¹²⁾ Zie de memorie van toelichting, blz. 10.

De bedoeling lijkt erin te bestaan het beroep op de Deposito- en Consignatiekas uit te sluiten, welke kas krachtens artikel 4 van de gecoördineerde wetten betreffende de inrichting en de werking van de Deposito- en Consignatiekas een afzonderlijk bestuur uitmaakt, dat onder het onmiddellijk gezag van de Minister van Financiën staat. De Raad van State heeft bedenkingen bij de relevantie van de redenen waarom die instelling in de toekomst zou kunnen worden uitgesloten.

Hieromtrent om uitleg gevraagd, hebben de gemachtigden van de minister verklaard dat de bedoeling erin bestaat een beheer na te streven dat meer op winst gericht is met meer voordelige interestvoeten dan die welke gangbaar zijn bij de Deposito- en Consignatiekas. Dat neemt echter niet weg dat het Centraal Orgaan toch nog een beroep kan doen op die Kas.

Teneinde mogelijke betwistingen te vermijden, zou het zinvoller zijn erin te voorzien dat een beroep op privé-instellingen alleen mogelijk is hetzij met het akkoord van de beslagene, hetzij na machtiging van de beslagrechter ⁽¹³⁾.

5. De vijfde taak van het Centraal Orgaan bestaat in

"... het optreden als lasthebber van de procureur des Konings, bij de invordering van verbeurdverklaarde zaken, overeenkomstig het bepaalde in artikel 197 van het Wetboek van Strafvordering."

Artikel 18 van het ontwerp vult het voornoemde artikel 197 aan met een nieuw lid krachtens hetwelk de procureur des Konings ermee belast wordt de vonnissen en arresten, gewezen met toepassing van de artikelen 42, 3°, 43bis en 43quater van het Strafwetboek, te bezorgen aan het Centraal Orgaan.

Er wordt evenwel geen enkele wijziging aangebracht in het tweede lid van het voornoemde artikel 197 waarin wordt bepaald dat de vervolgingen tot invordering van geldboeten en van verbeurdverklaarde zaken in naam van de procureur des Konings worden gedaan door de directeur van registratie en domeinen.

⁽¹³⁾ Vergelijk met het kantonnement van gelden bij een erkende sekwester (artikel 1407 van het Gerechtelijk Wetboek).

Uit het voorgaande vloeit voort dat de bepalingen van het ontwerp bezwaarlijk te verenigen zijn met het voornoemde artikel 197, tweede lid, doordat ze niet op duidelijke wijze de respectieve rollen doen blijken van het Centraal Orgaan en van de directeur van registratie en domeinen, welke laatste persoon thans de gemachtigde is van de procureur des Konings inzake invordering van geldboeten en verbeurdverklaarde zaken.

6. De formulering van onderdeel 6° van het ontwerp is niet zo duidelijk. Alleen met de commentaar bij deze bepaling krijgt men een bepaald beeld van de taak die is opgedragen aan het Centraal Orgaan. De Raad van State ziet niet in welk onderscheid gemaakt moet worden tussen onderdeel 6° waarin bepaald wordt dat het Centraal Orgaan als taak heeft :

"6° het optreden als gecentraliseerd kennis- en beleidsondersteunend orgaan inzake onderzoeken met betrekking tot de inbeslagneming en verbeurdverklaring van uit misdrijf verkregen vermogensvoordelen",

en onderdeel 3° dat het Centraal Orgaan belast met bijstand aan de parketten en de politiediensten voor dossiers inzake de inbeslagneming

"... met het oog op verbeurdverklaring van de uit misdrijf verkregen vermogensvoordelen en de bepaling van de omvang van de uit misdrijf verkregen vermogensvoordelen."

Overigens verwijst de Franse versie van onderdeel 6° van het ontwerp naar "instructions relatives à la saisie et la confiscation d'avantages patrimoniaux issus d'une infraction". Het woord "instructions" is niet geschikt wanneer het gaat om onderzoeken die gevoerd worden door het parket.

De gemachtigden van de minister zijn het erover eens dat onderdeel 6° van het ontwerp gedeeltelijk de taken herhaalt van het Centraal Orgaan die in onderdeel 3° van het ontwerp worden genoemd.

Daarbij komt dat het geen zaak is van een orgaan van de rechterlijke macht om een verordeningsbevoegdheid uit te oefenen. De "functieprofielen en specialiteitsvereisten voor deskundigen in vermogensonderzoeken" moeten het voorwerp uitmaken van een regelgevende tekst die door de Koning vastgesteld wordt op grond van

een machtiging door de wetgever waarbij de gegevens worden gepreciseerd die essentieel zijn voor het opstellen van een lijst van deskundigen, zoals de vereiste kwalificaties ⁽¹⁴⁾.

Onderdeel 6° van het ontwerp moet bijgevolg grondig worden herzien.

7. De taken bedoeld in de onderdelen 7° en 8° van het ontwerp hebben betrekking op de samenwerking van het Centraal Orgaan op het internationale vlak inzake inbeslagneming en verbeurdverklaring.

De memorie van toelichting luidt als volgt ⁽¹⁵⁾ :

"Niet alleen is er de nood tot inbeslagneming, minstens immobilisatie van in het buitenland gelegen goederen en tegoeden, tevens dient inzake verbeurdverklaring gestreefd te worden naar een effectieve uitvoering van in Belgische vonnissen opgelegde verbeurdverklaringen en naar afspraken inzake "asset-sharing", waardoor de opbrengst van in het buitenland uitgewonnen goederen minstens ten dele aan de Belgische schatkist zou toekomen. Dit vereist niet enkel een minstens elementaire kennis van het buitenlands recht, doch ook een netwerk van formele en informele contacten waarvan Belgische magistraten en politieambtenaren kunnen gebruik maken door bemiddeling van het Centraal Orgaan."

De vraag rijst of deze taak van het Centraal Orgaan uitgeoefend kan worden in het kader van de wet van 20 mei 1997 betreffende de internationale samenwerking inzake de tenuitvoerlegging van inbeslagnemingen en verbeurdverklaringen. Deze wet heeft immers welbepaalde procédés opgezet zowel wat betreft de tenuitvoerlegging van buitenlandse rechterlijke uitspraken inzake inbeslagneming en verbeurdverklaring op het Belgisch grondgebied, als wat betreft de tenuitvoerlegging van Belgische beslissingen inzake verbeurdverklaring die moet plaatshebben op het grondgebied van een buitenlandse Staat.

⁽¹⁴⁾ Vergelijk met hetgeen bepaald wordt in verband met de gerechtelijk deskundigen (artikel 991 van het Gerechtelijk Wetboek).

⁽¹⁵⁾ Zie in dat verband de memorie van van toelichting, blz. 6.

In de ontworpen wet wordt niet aangegeven of de taken vermeld in de onderdelen 7° en 8° van het ontwerp zich laten inpassen in die procédés.

Artikel 4

In de bespreking van dit artikel ⁽¹⁶⁾ wordt het volgende gesteld :

"Gelet op de talrijke taken van het Centraal Orgaan, is het te voorzien dat niet alle opdrachten, bv. inzake vermogensonderzoek, door haarzelf zullen kunnen uitgevoerd worden. Er dient derhalve een mogelijkheid voorzien te worden om een aantal opdrachten uit te besteden aan externe deskundigen, zoals bv. geaccrediteerde accountants of bedrijfsrevisoren. Bij de term "consulenten" wordt eerder gedacht aan externe juristen, informatici of dienstverleners in het algemeen, die inzake bepaalde gespecialiseerde opdrachten of behoeften van het Centraal Orgaan nuttige diensten kunnen bewijzen."

Zoals reeds onderstreept is in algemene opmerking nr. 1, moet de rol van het Centraal Orgaan in het verloop van de onderzoeken naar de vermogensoordelen expliciet tot uiting worden gebracht in het ontworpen artikel 524bis van het Wetboek van Strafvordering, dat wordt ingevoegd bij het eerste ontwerp (wetsontwerp "tot uitbreiding van de mogelijkheden tot inbeslagneming en verbeurdverklaring in strafzaken").

Bovendien kan er geen sprake van zijn dat het Centraal Orgaan de uitvoering van de taken die hem bij de wet toevertrouwd zijn, volledig zou afwentelen op de privaatrechtelijke rechtspersonen.

In het eerste lid dient de rol van deze experts aan de zijde van het Centraal Orgaan beter te worden aangegeven en dient te worden bepaald onder welke voorwaarden zij optreden. Verder rijst de vraag of deze experts dezelfde zijn als degenen waarvan sprake is in artikel 3, § 1, 6°, van het ontwerp.

Wat het tweede lid betreft, wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 3.

In het ontwerp moet eveneens nader worden aangegeven hoe de experts zich onderscheiden van de "consulenten".

⁽¹⁶⁾ Zie in deze zin de memorie van toelichting, blz. 12.

Artikel 5

Er wordt verwezen naar de voorafgaande opmerking en naar algemene opmerking nr. 8.

Artikel 6

1. De onderdelen 2° en 3° worden niet onderzocht, zoals aangegeven wordt in de voorafgaande opmerking.

2. Onderdeel 1° betreft de adjunct-directeur van het Centraal Orgaan, die eveneens lid is van het openbaar ministerie.

De Franse versie van de onderzochte tekst verschilt van de Nederlandse versie. Ze dienen met elkaar in overeenstemming te worden gebracht.

In het ontwerp moet worden verduidelijkt onder welke voorwaarden het mandaat, zowel van de directeur als van de adjunct-directeur, voortijdig kan worden beëindigd. Bovendien rijst de vraag wat het lot zal zijn van die niet beëindigde mandaten.

3. In de bespreking van deze bepaling staat ⁽¹⁷⁾ :

"Bij de samenstelling van het personeel zal, overeenkomstig de hierna vermelde noodwendigheden, voorzien worden in een evenwicht tussen de Nederlandse en de Franse taal, met een vertegenwoordiging voor het Duitstalige gebied.

...

Voor wat de directeur en de adjunct-directeur van het Centraal Orgaan betreft, is er in de wet zelf reeds een taalevenwicht opgenomen, vermits de adjunct-directeur dient te behoren tot de andere taalrol dan deze van de directeur. Rekening houdend met het voorgaande, zal dit evenwicht verder in acht genomen worden bij de rekrutering van het overige personeel met inbegrip van de te detacheren ambtenaren."

⁽¹⁷⁾ Zie in deze zin, de bladzijden 12 en 13 van de memorie van toelichting.

Noch in artikel 6 van het ontwerp, noch in enige andere bepaling ervan, wordt dit "taalevenwicht" bij het personeel van het Centraal Orgaan geregeld en worden de vereisten inzake taalkennis gepreciseerd. Volgens artikel 30 van de Grondwet kan het gebruik van de talen in gerechtszaken niet worden geregeld dan door de wet. Indien het de wil van de steller van het wetsontwerp is de bepalingen van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken aan te vullen, dient dit uitdrukkelijk te worden bepaald in de ontworpen tekst.

De ontworpen wet dient bijgevolg te worden herzien op dit punt.

Artikelen 7, 8 en 12

Er wordt verwezen naar de voorafgaande opmerking.

Artikel 9

In het tweede lid zijn de woorden "onverminderd de uitsluitende bevoegdheid van de directeur tot het indienen van het verslag onder zijn verantwoordelijkheid" overbodig; de gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat ze dienen te vervallen.

Artikel 10

In het eerste lid dient uitdrukkelijk te worden verwezen naar de wetsbepalingen die van toepassing zijn op de wedde van de directeur en op de voordelen die eraan verbonden zijn.

Artikel 11

De termen "In afwijking van artikel 323bis, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek" lijken irrelevant. Uit de uitleg van de gemachtigden van de Minister blijkt dat het de bedoeling is de mogelijkheid te bieden de magistraten van het openbaar ministerie die aangewezen zijn voor de ambten van directeur en adjunct-directeur, te vervangen in het parket waarvan ze afkomstig zijn.

Volgens artikel 323bis, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek kan evenwel worden voorzien in de vervanging van een magistraat van het openbaar ministerie die belast is met een voltijdse opdracht.

Artikel 13

Paragraaf 2 is niet alleen weinig duidelijk gesteld, maar er is opnieuw sprake in van de rol van het Centraal Orgaan op het gebied van de internationale samenwerking. Op dit punt wordt verwezen naar opmerking nr. 7 bij artikel 3 van het ontwerp.

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat in paragraaf 3 moet worden bepaald dat ook de voorafgaande toestemming van de onderzoeksrechter moet worden verkregen, doordat de mededelingen die het Centraal Orgaan doet een bepaalde invloed kunnen hebben op een gerechtelijk onderzoek dat aan de gang is.

Artikel 14

Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 8.

Artikel 15

Volgens deze bepaling vallen de werkingskosten van het Centraal Orgaan ten laste van het Ministerie van Justitie. Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1991, is deze vermelding overbodig en dient ze te vervallen.

Artikel 16

1. Wat betreft de daden van beschikking met betrekking waartoe het Centraal Orgaan bij de beslagrechter een vordering kan inleiden, wordt verwezen naar de algemene opmerkingen.

2. In het derde lid wordt bepaald welke beslagrechter bevoegd is om kennis te nemen van de vordering van het Centraal Orgaan. Een dergelijke bepaling zou niet alleen beter worden opgenomen in de artikelen van het ontwerp betreffende de vaststelling van de procedure voor de beslagrechter (met name de ontworpen artikelen 1493bis en 1493ter van het Gerechtelijk Wetboek), maar bovendien blijkt uit de uitleg van de gemachtigden van de Minister dat dit lid betrekking heeft op het geval van de persoon die in België geen verblijfplaats of woonplaats heeft en die op het Belgische grondgebied geen goederen bezit. In zo'n geval is de beslagrechter te Brussel bevoegd om kennis te nemen van de vordering van het Centraal Orgaan.

Op grond van de ontworpen tekst zou de beslagrechter het Centraal Orgaan dus kunnen machtigen om een daad van beschikking te stellen met betrekking tot een in beslag genomen goed dat zich in het buitenland bevindt.

De stellers van het ontwerp dienen beter aan te geven hoe dit procédé aansluit op de bepalingen van de Overeenkomst inzake het witwassen, de opsporing, de inbeslagneming en de confiscatie van opbrengsten van misdrijven.

In dit verband dient er op te worden gewezen dat de inbeslagneming een dwangmaatregel is die de territoriale soevereiniteit van een andere Staat aantast ⁽¹⁸⁾.

3. Om uitleg gevraagd over de strekking van het vijfde lid, hebben de gemachtigden van de Minister erop gewezen dat het erom gaat iedere

⁽¹⁸⁾ Vergelijk met de voormelde wet van 20 mei 1997.

verantwoordelijkheid van het Centraal Orgaan van de hand te wijzen, zelfs wanneer het bij de beslagrechter een vordering instelt.

Deze precisering is overbodig in zoverre het Centraal Orgaan geen eigen rechtspersoonlijkheid heeft; de Staat is rechtstreeks verantwoordelijk voor de daden van het Centraal Orgaan.

Zoals dit lid opgesteld is, zou het daarentegen in die zin kunnen worden uitgelegd dat aan het Centraal Orgaan rechtstreekse verantwoordelijkheid wordt toegekend wanneer het bij de beslagrechter in rechte optreedt.

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat deze bepaling dient te worden verduidelijkt.

Artikel 17

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat de wijziging die in artikel 165, tweede lid, en in artikel 376, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering aangebracht wordt, eveneens moet worden aangebracht in artikel 197, derde lid, van hetzelfde Wetboek.

Artikel 18

Er wordt verwezen naar opmerking nr. 5 bij artikel 3 van het ontwerp.

Artikelen 19 en 20

Er wordt verwezen naar de voorafgaande opmerking.

Artikel 21

1. Bij deze bepaling wordt in deel V, titel II, van het Gerechtelijk Wetboek, een nieuw hoofdstuk X ingevoegd, luidende "Rechtspleging voor het Centraal orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring". In feite hebben de ontworpen artikelen 1493bis en 1493ter betrekking op de procedure voor de beslagrechter wanneer het Centraal Orgaan door laatstgenoemde gemachtigd wenst te worden om een daad van beschikking te stellen met betrekking tot in beslag genomen goederen.

In het opschrift van hoofdstuk X moet de strekking van de ontworpen artikelen 1493bis en 1493ter beter worden weergegeven.

2. De invoeging van dit hoofdstuk X na de bepalingen betreffende de inbeslagnemingen in burgerlijke zaken, kan bepaalde problemen bij de interpretatie van de teksten veroorzaken. Men kan zich immers afvragen of de bevoegdheden van de beslagrechter, zoals ze thans in het Gerechtelijk Wetboek vastgelegd zijn, dezelfde zijn wanneer hij optreedt op basis van de ontworpen artikelen 1493bis en 1493ter van het Gerechtelijk Wetboek.

Ontworpen artikel 1493ter

1. Het kan irrelevant lijken om in verband met de indiening van de vordering te verwijzen naar de artikelen 1034bis tot 1034sexies van het Gerechtelijk Wetboek.

Deze artikelen omvatten de nadere regels betreffende de indiening bij verzoekschrift op tegenspraak van een burgerlijke vordering die voor de rechter aanhangig gemaakt wordt. In tegenstelling tot wat in de memorie van toelichting aangegeven wordt, gaat het in dit geval om goederen die in beslag worden genomen met toepassing van strafbepalingen.

In strafzaken bepaalt het Gerechtelijk Wetboek, zowel voor de betekening als voor de kennisgeving van de procesakten, bijzondere wijzen van mededeling die tot doel hebben ervoor te zorgen dat de geadresseerde van de akte die hem wordt toegezonden effectief kennisneemt. Deze bepalingen zijn opgenomen in artikel 37, § 1, van het

.../...

Gerechtelijk Wetboek wat de betekening betreft en in artikel 46, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek wat de kennisgeving betreft. In de twee gevallen wordt onder meer bepaald dat de akte, als ze niet aan de personen zelf ter hand wordt gesteld, afgegeven wordt aan de politiecommissaris, die de passende maatregelen neemt om het afschrift ten spoedigste te doen toekomen aan de belanghebbende.

In de artikelen 1034bis tot 1034sexies wordt niet verwezen naar deze bepalingen. Daar het hier gaat om de wijze van mededeling van de inleidende akte die een weerslag heeft op inzonderheid de rechten van verdediging in strafzaken, moeten de bepalingen van het ontwerp op dit punt worden herzien ⁽¹⁹⁾.

2. Het is de Raad van State niet duidelijk hoever de beoordelingsbevoegdheid reikt die toekomt aan de beslagrechter en, in dringende gevallen, aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg. De vraag rijst of met deze procedureregeling de beslagrechter of, in voorkomend geval, de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg er genoeg mee zal nemen machtiging te verlenen tot het stellen van daden van beschikking, zonder vooraf de wettigheid en de regelmatigheid van de inbeslagneming ⁽²⁰⁾ in strafzaken te hebben nagegaan. Komt deze controle uitsluitend toe aan de onderzoeksgerechten ?

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de Minister mag de beslagrechter deze controle niet verrichten. Dit moet duidelijk worden gesteld in de ontworpen tekst, waarin de bevoegdheid van de beslagrechter duidelijk moet worden gepreciseerd.

⁽¹⁹⁾ Vergelijk met het arrest van het Arbitragehof van 19 december 2001, nr. 162/2001.

⁽²⁰⁾ In een arrest van 10 juni 1999 heeft het Hof van Cassatie geoordeeld dat de beslagrechter die kennis neemt van een vordering inzake de middelen tot tenuitvoerlegging, oordeelt of het beslag wettig en regelmatig is, maar geen uitspraak mag doen over de rechten van de partijen die vastgelegd zijn in de titel waarvan de uitvoering wordt gevraagd.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. QUERTAINMONT,
J. JAUMOTTE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - LE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS